

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/43168]

28 OCTOBRE 2021. — Décret portant confirmation de divers arrêtés de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française en matière d'enseignement obligatoire conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret du 14 novembre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement en vue de réagir à la deuxième vague de la crise sanitaire du COVID-19 et portant diverses mesures relatives à l'organisation de la fin d'année scolaire 2020-2021

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 43 du 14 janvier 2021 relatif aux modalités d'inscription en première année commune de l'enseignement secondaire ordinaire pour la rentrée scolaire 2021-2022 est confirmé, conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret du 14 novembre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement en vue de réagir à la deuxième vague de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 45 du 21 janvier 2021 étendant le congé exceptionnel pour force majeure des membres des personnels de l'enseignement aux cas de fermeture du milieu d'accueil de l'enfance, de la classe ou de l'école, de l'accueil du temps libre ou du centre d'accueil pour personnes handicapées de leur enfant est confirmé, conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret visé à l'article 1^{er}.

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 46 du 21 janvier 2021 visant à cadrer les mesures de fermeture d'écoles pour raisons liées à la crise sanitaire COVID-19 et fixant une procédure d'adoption de mesures particulière au plan local concernant l'organisation de la vie scolaire est confirmé, conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret visé à l'article 1^{er}.

Art. 4. § 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 51 du 11 février 2021 permettant de déroger au prescrit de certaines règles statutaires relatives aux personnels de l'enseignement et des centres psycho-médico sociaux et prolongeant les délais relatifs à la formation en cours de carrière dans le cadre de la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret visé à l'article 1^{er}.

§ 2. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Par dérogation à l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental, les demi-jours de formations obligatoires qui n'ont pas pu être organisés durant les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021 peuvent être cumulés et répartis durant les années scolaires 2021-2022 et 2022-2023.

Par dérogation à l'article 1.9.2-2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les cours peuvent être suspendus pendant les demi-jours de formation obligatoires récupérés en vertu de l'alinéa 1^{er} à concurrence de maximum quatre demi-jours de suspension par année scolaire. En outre, les cours peuvent être suspendus pour deux demi-jours supplémentaires durant l'année scolaire 2021-2022 pour récupérer les deux demi-jours de formation supplémentaires visés à l'article 7, § 2, alinéa 3, du décret du 11 juillet 2002 susmentionné et consacrés au processus de contractualisation visé aux articles 1.5.2-1 à 1.5.2-12 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et ce, uniquement pour les écoles qui n'ont pas pu organiser ces demi-jours. ».

Art. 5. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 52 du 11 février 2021 dérogeant à certaines dispositions relatives à l'exclusion définitive d'élèves et au refus de réinscription dans l'enseignement obligatoire est confirmé, conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret visé à l'article 1^{er}.

Art. 6. § 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 53 du 11 février 2021 reportant la mise en œuvre du tronc commun en 1^{ère} et 2^{ème} années de l'enseignement primaire à l'année scolaire 2022-2023 est confirmé, conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret visé à l'article 1^{er}.

§ 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. A l'article 20, alinéa 1^{er}, du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, la phrase « Les deux premières années de l'enseignement primaire sont organisées en tronc commun à partir de l'année scolaire 2021-2022. » est remplacée par la phrase « Les deux premières années de l'enseignement primaire sont organisées en tronc commun à partir de l'année scolaire 2022-2023 et la troisième et la quatrième années de l'enseignement primaire sont organisées en tronc commun à partir de l'année scolaire 2023-2024. » ».

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 54 du 11 février 2021 portant dérogation à certaines dispositions relatives à l'organisation du jury du certificat d'aptitudes pédagogiques et des jurys de l'enseignement secondaire ordinaire est confirmé, conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret visé à l'article 1^{er}.

Art. 8. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 55 du 11 février 2021 dérogeant à diverses dispositions relatives à l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret visé à l'article 1^{er}.

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 56 du 11 février 2021 portant diverses mesures relatives à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit est confirmé, conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret visé à l'article 1^{er}.

Art. 10. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 60 du 11 février 2021 dérogeant à certaines dispositions relatives aux stages dans la section de qualification de l'enseignement secondaire et aux formations de l'enseignement secondaire en alternance dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret visé à l'article 1^{er}.

Art. 11. § 1^{er}. Le règlement des études visé à l'article 1.5.1-8 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et porté à la connaissance de l'élève ou de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, peut être suspendu pour l'année scolaire 2020-2021, en ce qui concerne les procédures d'évaluation et de délibération des conseils de classe et la communication de leurs décisions.

Par dérogation à l'article 1.7.7-1 du Code précité, et en application de l'alinéa précédent, les nouvelles modalités relatives aux procédures d'évaluation et de délibération des conseils de classe et la communication de leurs décisions devront être communiquées par le directeur, à l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, pour le 10 mai 2021 au plus tard.

§ 2. Pour l'année scolaire 2020-2021, les modalités d'organisation et la planification des épreuves d'évaluation sommative visées à l'article 9bis, alinéas 3 et 4, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire peuvent être modifiées par le directeur ou le pouvoir organisateur. Dans ce cas, par dérogation à l'article 9bis, alinéa 6, de la loi précitée, le directeur ou le pouvoir organisateur tient à disposition de l'administration et de l'inspection la nouvelle planification, accompagnée de l'avis rendu par les organes de concertation locaux en vue de vérifier la conformité de celle-ci avec les dispositions légales, et la communique aux parents pour le 10 mai 2021 au plus tard.

Art. 12. § 1^{er}. Les élèves inscrits en 2020-2021 au sein de l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3D), visée à l'article 3, § 6, du décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire, peuvent poursuivre leurs apprentissages lors de l'année scolaire 2021-2022 en vue d'obtenir le Certificat de qualification (CQ), le Certificat d'études de 6ème année de l'enseignement professionnel (CE6P), le Certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS), le Certificat d'études de 7ème année de l'enseignement secondaire technique (CE7T) et le certificat relatif aux connaissances de gestion de base jusqu'à ce que les conditions de certification soient réunies, et au plus tard jusqu'au 1^{er} décembre 2021.

§ 2. Par dérogation à l'article 4, § 1^{er}, 7°, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, la C3D peut être organisée jusqu'au 1^{er} décembre 2021 pour les élèves réguliers inscrits en 2020-2021 dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance hors régime CPU, qui n'ont pas obtenu le Certificat de qualification (CQ), le Certificat d'études de 6ème année de l'enseignement professionnel (CE6P), le Certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS), le Certificat d'études de 7ème année de l'enseignement secondaire technique (CE7T), les attestations de compétences complémentaires au Certificat de qualification ou le Certificat relatif aux connaissances de gestion de base, au terme de l'année scolaire précitée.

Art. 13. § 1^{er}. Par dérogation à l'alinéa 8 de l'article 96 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, pour l'année scolaire 2020-2021, la notification des décisions prises suite aux procédures internes prévues par le même article peut être adressée également par envoi électronique avec accusé de réception.

§ 2. Par dérogation à l'alinéa 8 de l'article 96 du décret du 24 juillet précité, au terme de l'année scolaire 2020-2021, la notification des décisions prises suite à la conciliation interne est remise dans les 5 jours ouvrables qui suivent la délibération, pour les décisions des jurys de qualification et pour les décisions des conseils de classe concernant les élèves qui sont inscrits dans la C3D.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 98 du décret du 24 juillet 1997 précité, pour les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022, en ce qui concerne les décisions rendues par le conseil de classe de la C3D, l'élève majeur ou les parents ou la personne investie de l'autorité parentale de l'élève mineur, peuvent introduire un recours contre une décision d'échec, pour autant qu'ils aient épuisé la procédure interne visée à l'article 96, alinéa 6, jusqu'au dixième jour ouvrable à partir de la notification de la décision rendue à l'issue de la conciliation interne.

Art. 14. L'article 11 du présent décret produit ses effets le 10 mai 2021.

L'article 12 du présent décret produit ses effets le 30 juin 2021.

L'article 13 du présent décret produit ses effets le 15 juin 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 octobre 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 291-1. — Rapport de commission, n° 291-2. — Amendement(s) en séance, n° 291-3. — Texte adopté en séance plénière, n° 291-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 27 octobre 2021.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/43168]

28 OKTOBER 2021. — Decreet houdende bekrachtiging van verschillende besluiten van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten inzake leerplichtonderwijs overeenkomstig artikel 3, eerste lid, van het decreet van 14 november 2020 houdende toekenning van bijzondere machten aan de regering om het hoofd te bieden aan de tweede golf van de COVID-19-gezondheids crisis en houdende diverse maatregelen met betrekking tot de organisatie van het einde van het schooljaar 2020-2021

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 43 van 14 januari 2021 betreffende de voorwaarden voor de inschrijving in het eerste gemeenschappelijke jaar van het gewoon secundair onderwijs voor het begin van het schooljaar 2021-2022, wordt bekrachtigd, overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 14 november 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de regering om te reageren op de tweede golf van de "COVID-19"-gezondheids crisis.

Art. 2. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 45 van 21 januari 2021 waarbij de uitzonderlijke verlofdagen wegens overmacht worden uitgebreid van de personeelsleden van het onderwijs in geval van de sluiting van het kinderopvangcentrum, de klas of de school, het opvangcentrum voor vrije tijd of het opvangcentrum voor gehandicapten personen van hun kind, wordt bevestigd, overeenkomstig artikel 3, eerste lid, van het in artikel 1 bedoelde decreet.

Art. 3. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap met bijzondere machten nr. 46 van 21 januari 2021 tot vaststelling van de maatregelen tot sluiting van scholen om redenen die verband houden met de gezondheids crisis COVID-19 en tot vaststelling van een procedure voor de goedkeuring van bijzondere maatregelen op lokaal niveau met betrekking tot de organisatie van het schoolleven, wordt bevestigd, overeenkomstig artikel 3, lid 1, van het in artikel 1 bedoelde decreet.

Art. 4. § 1. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 51 van 11 februari 2021 tot afwijking van sommige statutaire voorschriften betreffende het onderwijzend personeel en de PMS-centra en tot verlenging van de termijnen voor opleiding tijdens de loopbaan in het kader van de tweede golf van de gezondheids crisis COVID-19, wordt bevestigd, overeenkomstig artikel 3, eerste lid, van het in artikel 1 bedoelde decreet.

§ 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 5. In afwijking van artikel 7, § 2, eerste lid, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van de instellingen voor basisonderwijs, mogen de halve dagen verplichte opleiding die niet konden worden georganiseerd tijdens de schooljaren 2019-2020 en 2020-2021, worden gecumuleerd en verdeeld over de schooljaren 2021-2022 en 2022-2023.

In afwijking van artikel 1.9.2-2, § 1, eerste lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, kunnen lessen worden geschorst tijdens de verplichte halve opleidingsdagen die ingevolge het eerste lid worden gerecupereerd, tot een maximum van vier halve dagen schorsing per schooljaar. Bovendien kunnen de lessen in het schooljaar 2021-2022 gedurende twee bijkomende halve dagen worden geschorst om de twee bijkomende halve dagen opleiding bedoeld in artikel 7, § 2, derde lid, van het voornoemde decreet van 11 juli 2002 en gewijd aan het contractualiseringsproces bedoeld in de artikelen 1.5.2-1 tot 1.5.2-12 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, te recupereren, en dit enkel voor de scholen die deze halve dagen niet hebben kunnen organiseren".

Art. 5. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 52 van 11 februari 2021 tot afwijking van sommige bepalingen betreffende de definitieve uitsluiting van leerlingen en de weigering tot herinschrijving in het leerplichtonderwijs, wordt bevestigd, overeenkomstig artikel 3, eerste lid, van het in artikel 1 bedoelde decreet.

Art. 6. § 1. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 53 van 11 februari 2021 tot uitstel van de invoering van de gemeenschappelijke kern in het 1ste en 2de leerjaar van het lager onderwijs tot het schooljaar 2022-2023, wordt bevestigd, overeenkomstig artikel 3, eerste lid, van het in artikel 1 bedoelde decreet.

§ 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 2. In artikel 20, eerste lid, van het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en tot invoering van de gemeenschappelijke kern, wordt de zin: "De eerste twee leerjaren van het lager onderwijs worden met ingang van het schooljaar 2021-2022 georganiseerd als een gemeenschappelijke kern.", vervangen door de zin: "De eerste twee leerjaren van het lager onderwijs worden met ingang van het schooljaar 2022-2023 als een gemeenschappelijke kern georganiseerd en het derde en vierde leerjaar van het basisonderwijs worden met ingang van het schooljaar 2023-2024 als een gemeenschappelijke kern georganiseerd." "

Art. 7. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 54 van 11 februari 2021 houdende afwijking van sommige bepalingen betreffende de organisatie van de examencommissie voor het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid en van de examencommissies voor het gewoon secundair onderwijs, wordt bevestigd, overeenkomstig artikel 3, eerste lid, van het in artikel 1 bedoelde decreet.

Art. 8. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 55 van 11 februari 2021 tot afwijking van diverse bepalingen met betrekking tot het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkunde in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, wordt bevestigd, overeenkomstig artikel 3, eerste lid, van het in artikel 1 bedoelde decreet.

Art. 9. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 56 van 11 februari 2021 betreffende diverse maatregelen met betrekking tot het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, wordt bevestigd, overeenkomstig artikel 3, eerste lid, van het in artikel 1 bedoelde decreet.

Art. 10. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 60 van 11 februari 2021 tot afwijking van sommige bepalingen betreffende de opleidingsperiodes in de kwalificatieafdeling van het secundair onderwijs en het alternerend secundair onderwijs in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, wordt bevestigd, overeenkomstig artikel 3, eerste lid, van het in artikel 1 bedoelde decreet.

Art. 11. § 1. De studieregeling bedoeld in artikel 1.5.1-8 van het Wetboek voor basis- en secundair onderwijs en ter kennis gebracht van de leerling of diens ouders of de persoon met het ouderlijk gezag indien deze minderjarig is, kan voor het schooljaar 2020-2021 worden opgeschort wat betreft de procedures voor de evaluatie en beraadslaging van de klassenraden en de mededeling van hun beslissingen.

In afwijking van artikel 1.7.7-1 van voornoemd wetboek en in toepassing van het vorige lid, worden de nieuwe regelingen met betrekking tot de procedures voor de evaluatie en de beraadslaging van de klassenraden en de mededeling van hun beslissingen uiterlijk op 10 mei 2021 door de directeur meegedeeld aan de meerderjarige leerling of, in het geval van een minderjarige leerling, aan de ouders of aan de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent.

§ 2. Voor het schooljaar 2020-2021 kunnen de organisatiewijzen en de planning van de summatieve evaluatieproeven bedoeld in artikel 9bis, derde en vierde lid, van de wet van 19 juli 1971 houdende de algemene structuur en organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd worden door de directeur of de inrichtende macht. In dat geval stelt de directeur of de inrichtende macht, in afwijking van artikel 9bis, zesde lid, van voornoemde wet, het nieuwe plan ter beschikking van de administratie en de inspectie, samen met het advies van de plaatselijke adviesorganen over de conformiteit ervan met de wettelijke bepalingen, en deelt hij het mee aan de ouders, uiterlijk op 10 mei 2021.

Art. 12. § 1. Leerlingen die in 2020-2021 zijn ingeschreven in het aanvullend jaar van de derde graad van de kwalificatieafdeling (C3D), bedoeld in artikel 3, § 6, van het decreet van 12 juli 2012 tot organisatie van de certificering per leereenheid (CPU) in het kwalificerend secundair onderwijs en tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het secundair onderwijs, kunnen in het schooljaar 2021-2022 hun opleiding voortzetten met het oog op het behalen van het studiegetuigschrift van het zesde jaar beroepsonderwijs (CE6P), het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (CESS), het studiegetuigschrift van het zevende jaar technisch secundair onderwijs (CE7T) en het getuigschrift betreffende de basiskennis van het management, totdat aan de voorwaarden voor certificering is voldaan, en uiterlijk tot 1 december 2021.

§ 2. In afwijking van artikel 4, § 1, 7^o, eerste lid, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 houdende organisatie van het secundair onderwijs, kan het C3D tot 1 december 2021 georganiseerd worden voor reguliere leerlingen die in 2020-2021 zijn ingeschreven in het voltijds of deeltijds onderwijs buiten het C.U.P.-stelsel en die het getuigschrift van vakbekwaamheid (CQ) niet hebben behaald, het studiegetuigschrift van het zesde jaar beroepsonderwijs (CE6P), het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (CESS), het studiegetuigschrift van het zevende jaar technisch secundair onderwijs (CE7T), de attesten van vakbekwaamheid die een aanvulling vormen op het getuigschrift van vakbekwaamheid of het getuigschrift betreffende de basiskennis van het management, aan het eind van het hierboven vermelde schooljaar.

Art. 13. § 1. In afwijking van artikel 96, lid 8, van het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren voor de verwezenlijking daarvan, kan voor het schooljaar 2020-2021 de kennisgeving van de beslissingen die zijn genomen volgens de in datzelfde artikel bedoelde interne procedures, ook gebeuren via elektronische post met ontvangstbewijs.

§ 2. In afwijking van artikel 96, achtste lid, van het voornoemde decreet van 24 juli, wordt aan het einde van het schooljaar 2020-2021, voor de beslissingen van de kwalificatie-examencommissies en voor de beslissingen van de klassenraden betreffende de leerlingen die zijn ingeschreven in het C3D, binnen 5 werkdagen na de beraadslaging kennis gegeven van de beslissingen die zijn genomen na de interne bemiddeling.

§ 3. In afwijking van artikel 98, eerste lid, van voormeld decreet van 24 juli 1997, voor de schooljaren 2020-2021 en 2021-2022, met betrekking tot de beslissingen genomen door de klassenraad van het C3D, de meerderjarige leerling of de ouders of de persoon belast met het ouderlijk gezag van de minderjarige leerling kunnen, mits zij de interne procedure als bedoeld in artikel 96, lid 6, hebben uitgeput, beroep instellen tegen een beslissing tot niet-slagen, tot en met de tiende werkdag na de kennisgeving van de aan het einde van de interne bemiddelingsprocedure genomen beslissing.

Art. 14. Artikel 11 van dit decreet heeft uitwerking met ingang van 10 mei 2021.

Artikel 12 van dit decreet heeft uitwerking met ingang van 30 juni 2021.

Artikel 13 van dit decreet heeft uitwerking met ingang van 15 juni 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 oktober 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 291-1. — Commissieverslag, nr. 291-2. — Commissie-amendement(en), nr. 291-3. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 291-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 27 oktober 2021.